



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

enseignement agricole

Question écrite n° 93390

Texte de la question

M. Kléber Mesquida souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les inquiétudes des personnels dans le secteur de l'enseignement agricole privé. L'enseignement agricole privé temps plein va perdre 141 postes en septembre 2006 alors que le déficit réel de postes au niveau national est évalué, par la FEP-CFDT, à plus de 450 postes. Le Gouvernement a diminué la DGH (dotation globale horaire) de 141 postes par rapport à 2005. Il a modifié les seuils de dédoublement. Ceux-ci ont augmenté au 19e et au 27e élèves. Dans les classes à plus de 32 élèves, les effectifs ne sont plus comptés. Il en résulte un déficit de 100 à 200 postes qui rend plus difficile l'application des programmes officiels d'enseignement. Enfin le Gouvernement a retiré de ses calculs tous les besoins en documentalistes : 120 postes. Une carence inquiétante pour assurer le travail auprès des élèves dans l'enseignement agricole privé sous contrat avec l'Etat. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte mettre en place pour rétablir des solutions adaptées pour la rentrée 2006 et quelles dispositions il entend prendre pour le budget 2007 afin d'honorer les engagements de l'Etat avec l'enseignement agricole privé.

Texte de la réponse

Les crédits réservés à l'enseignement privé à plein temps sont en progression dans le budget 2006 : la hausse de 2,5 % prévue dans le projet de loi de finances a été confortée lors du vote du budget par le Parlement, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ont, en effet, pris en considération les demandes parlementaires et abondé de 30,5 MEUR les crédits de l'enseignement technique agricole, afin que les dotations soient ajustées au regard des besoins constatés. Les crédits destinés à la rémunération des enseignants du privé à temps plein ont été augmentés de 8,1 MEUR. La remise à niveau de la masse salariale s'accompagne toujours d'une réduction de 127 emplois, à la rentrée 2006, pour l'ensemble des établissements du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP). L'abondement, concerne les crédits d'intervention, et non les crédits de personnel. Il ne permet donc pas d'alléger la contrainte imposée à l'enseignement agricole en termes de suppressions de postes. Les crédits transférés seront utilisés en priorité, conformément aux intentions du Parlement, pour accélérer le versement des bourses sur critères sociaux aux familles et des subventions aux établissements privés sous contrat. Pour préparer la rentrée 2006, les responsables du CNEAP au niveau national ont mené, en concertation avec les directeurs d'établissements, un travail sur les structures pédagogiques pour intégrer ces mesures de suppressions d'emplois. Cet exercice de rationalisation passe par des regroupements de classes et la fixation de seuils d'effectifs, selon des modalités déjà réalisées depuis plusieurs années par les établissements publics. Il s'accompagne également d'un rééquilibrage des dotations entre les établissements et les régions, permis par l'utilisation d'un nouveau logiciel d'analyse des besoins. Le ministère de l'agriculture et de la pêche a tenu à accompagner ces efforts sur la réduction de l'emploi par des mesures de revalorisation. Un plan de revalorisation est offert aux enseignants classés en 3e catégorie pour améliorer leurs conditions de rémunération et de progression de carrière. Pour qu'elle soit soutenable, cette mesure de reclassement doit naturellement s'inscrire dans le plafond de masse salariale qui a été notifié au ministère de l'agriculture et de la

pêche. Dans ce contexte, 200 agents de catégorie III pourront être reclassés dès septembre 2006, avec effet immédiat sur leur niveau de rémunération, et 200 autres à la rentrée 2007.

Données clés

Auteur : [M. Kléber Mesquida](#)

Circonscription : Hérault (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 93390

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 mai 2006, page 4582

Réponse publiée le : 20 juin 2006, page 6462